

Les perspectives du Réseau syndical international de solidarité et de luttes

L'essentiel de ce texte reprend des résolutions et motions adoptés lors de rencontres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, constitué en mars 2013 lors de la réunion de Saint-Denis (France) est le produit d'années d'échanges et de travail commun entre plusieurs des organisations fondatrices. C'est ainsi, et sur la base d'orientations et de pratiques syndicales communes, que nous avons pu rassembler des organisations syndicales, des courants syndicaux et des tendances syndicales de nombreux pays d'Amérique, d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Deux ans plus tard, en juin 2015, nous avons organisé une nouvelle rencontre internationale, à Campinas (Brésil). A cette occasion, nous avons collectivement apprécié les évolutions positives dans la construction de notre Réseau, notamment son élargissement, mais aussi le chemin qu'il nous reste à parcourir pour nous doter de l'outil commun international nécessaire à toutes les forces syndicales qui se revendiquent et pratiquent un syndicalisme de luttes, anticapitaliste, autogestionnaire, démocratique, écologiste, indépendant des patrons et des gouvernements, internationaliste, et luttant contre toutes formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie). La démocratie ouvrière, l'auto-organisation des travailleurs et travailleuses sont aussi parmi nos références communes. La troisième rencontre internationale s'est tenue à Madrid (Etat espagnol) en 2018, la quatrième à Dijon (France) en 2022 ; la quatrième vient de se tenir, en septembre San José de Campos (Brésil) en septembre 2023. Ce fut l'occasion d'approfondir le travail commun sur les thèmes précédemment cités ; nous avons aussi consacré le temps nécessaire à la consolidation de nos réseaux sectoriels, car c'est à partir des réalités concrètes dans les entreprises et services que nous concevons le syndicalisme. Parce que l'oppression patriarcale pèse sur l'ensemble de l'humanité et qu'il nous faut la combattre, y compris dans le mouvement syndical et chacune de nos organisations, il nous faut combattre le machisme, sans démagogie. Nous nous devons d'être exemplaires. D'une manière générale, nous avons actualisé nos analyses, nos propositions, nos stratégies d'action, en partant de la réalité, celle des travailleuses et des travailleurs de tous les pays. Ceci, dans la perspective d'aboutir à la satisfaction des revendications d'aujourd'hui et aussi de la construction de la société que nous voulons pour demain.

La bourgeoisie et les gouvernements mènent une guerre sociale contre les travailleuses et les travailleurs. Les crises économiques, financières, écologiques et sociales s'entremêlent et s'autoalimentent. Cette crise globale montre l'impasse d'un développement basé sur un partage de plus en plus inégal de la richesse produite par l'exploitation des travailleuses et des travailleurs, et le mépris des impératifs écologiques. Pour sauver les profits des actionnaires et des patrons, pour assurer l'avenir des banques, les institutions mondiales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, etc.), les gouvernements et le patronat s'attaquent de plus en plus fortement aux droits des travailleuses et des travailleurs. Le système économique et politique actuel organise le pillage de nombreux pays, oblige des millions de personnes à quitter leur région d'origine pour survivre et nie ensuite tous leurs droits sous prétexte qu'ils et elles sont immigré-es. Destruction des services publics, remise en cause de tous des droits sociaux, attaques envers les droits syndicaux, libertés syndicales bafouées, développement de la précarité et du chômage pour exploiter davantage les populations ... Ce sont les mêmes méthodes qui sont utilisées dans tous les pays ! Pour arriver à leurs fins, tous les moyens sont utilisés : criminalisation, procès,

arrestations, interventions policières, occupations militaires, entraves de toutes sortes aux droits collectifs et individuels. La répression et l'usage de la violence font partie des moyens utilisés contre celles et ceux qui résistent, qui s'opposent, qui construisent des alternatives. Notre solidarité, par-delà les frontières, est une de nos réponses.

Les attaques contre les législations sociales, les retraites, les salaires, les conditions de travail, les assurances sociales, le service public et les libertés démocratiques font partie d'un projet stratégique du capitalisme destiné à changer durablement et fondamentalement le rapport de force entre classe dominante d'une part, salarié.es et classes populaires d'autre part. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un capitalisme globalisé, d'une économie qui met en concurrence les régulations sociales, les législations, les conditions et les cadres de travail. L'ubérisation de l'économie provoque une précarisation croissante du monde du travail. La question de la santé et de la sécurité au travail, les conditions générales de la qualité de vie pour les salarié.es dans les milieux populaires, acquièrent dans les luttes et les revendications une importance décisive. Dans les pays maintenus en situation de sous-développement, notamment à travers le colonialisme et l'impérialisme toujours très vivaces, ces situations condamnent en masse des Humains à mourir de faim ; ou à être vendu.es comme esclaves ; ou encore à immigrer, souvent au péril de leur vie, dans des pays où ils/elles sont ensuite victimes de multiples discriminations. Le colonialisme et l'impérialisme oppriment de nombreuses populations dans le monde ; le syndicalisme se doit de combattre ces modes de domination. La question du droit à la terre et à l'eau est particulièrement importante dans de nombreux pays, notamment ceux victimes du colonialisme et de l'impérialisme ; nous devons agir sur ce sujet, lutter pour de véritables réformes agraires, en lien avec les mouvements sociaux qui agissent déjà pour ces droits. Plus largement, l'urgence climatique nous impose de prendre en compte cet aspect dans notre activité syndicale. Les territoires autochtones continuent d'être détruits par le capitalisme. Nous saluons et soutenons les luttes des peuples autochtones pour l'environnement durable, l'accès à une eau non polluée et pour la dignité humaine.

Arrêtons la guerre de Poutine en Ukraine ! La guerre contre l'Ukraine dure depuis plus d'un an et demi et, avant tout, nous voulons transmettre notre soutien et notre solidarité au peuple ukrainien et à sa résistance. Nous défendons leur pleine souveraineté et le droit des peuples à l'autodétermination. Par conséquent, nous condamnons l'agression lancée par Vladimir Poutine qui a déclenché cette guerre. La deuxième réflexion dont nous souhaitons faire part, est que la guerre est toujours une défaite de l'humanité et un échec des puissances politiques et économiques qui la causent parce qu'elle produit la destruction des territoires, la mort et la souffrance des populations civiles, alors que les conflits devraient toujours être résolus par la négociation, sans recours à la violence militaire. Inscrite dans la suite des politiques des blocs impérialistes (Etats-Unis, Russie, Chine, OTAN, ...), cette agression criminelle a pour coupable le régime de Poutine et ses généraux. Cette invasion, menée par une puissance nucléaire, a provoqué une colossale crise humanitaire, des millions de réfugié.es, la destruction du territoire et des milliers de morts ; ceci, dans une région du monde déjà frappée par des milliers de morts depuis 2014. Pour mettre fin à la guerre, pour la paix, il faut imposer le retrait des troupes russes de l'Ukraine. En tant que travailleuses et travailleurs, nous répondons selon nos possibilités aux besoins exprimés par nos camarades syndicalistes des pays concernés. C'est le sens des trois convois organisés par le Réseau syndical international de solidarité et de luttes qui ont apporté notre solidarité concrète, syndicale, politique, matérielle à nos camarades syndicalistes d'Ukraine, en

2022 et 203.

Pour la paix : combattons la militarisation et imposons le désarmement ! Pour la paix dans le monde, les solutions ne viendront pas de l'augmentation des budgets militaires des Etats ni de la fabrication d'armes nucléaires. Au contraire, il faut aller vers un désarmement généralisé. Nous disons non au réarmement et à la militarisation et nous disons oui à l'interdiction des armes nucléaires. L'exigence historique de dissolution des blocs militaires demeurent : nous disons Non au Pacte de Varsovie et à l'OTAN. Nous disons non à l'OTAN et au CSTO ! L'objection de conscience et le refus de servir les armées sont des droits inaliénables. Nous soulignons le courage des femmes et des hommes qui, s'exposant à une dure répression, refusent de soutenir l'aventure belliqueuse de Poutine. On ne peut prétendre à une paix juste et durable tant qu'on ne reconnaîtra pas que les menaces militaires n'ont jamais servi à construire la sécurité pour les peuples. Nous refusons l'augmentation des dépenses militaires, de la production et du commerce des armes, qui consomment les ressources dont nous avons besoin pour la transition énergétique et pour lutter contre le changement climatique, la pauvreté, les pandémies, etc. Le rôle de l'impérialisme russe dans la guerre menée aujourd'hui en Ukraine (et ailleurs dans le monde auparavant) ne nous fait pas oublier celui d'autres impérialismes, dans d'autres guerres, d'autres attaques envers des peuples. A commencer par l'impérialisme américain que nous dénonçons à de très nombreuses reprises et que nous continuerons de combattre.

Non à la guerre ! Non à la politique des blocs militaires ! Non aux impérialismes !

Oui à la paix ! Oui à la démilitarisation et au soutien à ceux et celles qui s'opposent au militarisme !

Pour le droit à l'autodétermination de tous les peuples !

En 2020, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'incompatibilité entre capitalisme et défense de la vie. Les politiques d'austérité néolibérales ont attaqué le système de santé publique et marchandisé la santé ; le maintien des brevets interdit l'accès aux vaccins à de nombreuses populations. Tout ceci a provoqué des millions de morts. Les capitalistes ont profité de la pandémie pour s'enrichir encore plus en favorisant le chômage, la précarité, la pauvreté et la suppression de droits sociaux, renforçant l'extrême droite. Malgré la difficulté de descendre dans la rue, la classe ouvrière et la jeunesse ont mené d'importantes mobilisations dans le monde entier. L'assassinat de George Floyd, en 2020 aux Etats-Unis, a provoqué une vague de mobilisations antiracistes dans le monde. Les luttes pour les droits des femmes ont permis de gagner la légalisation de l'avortement dans plusieurs pays d'Amérique latine. Nous sommes contre toute forme d'exploitation et oppression coloniale, c'est pour cela que nous rejetons la politique sioniste israélienne et défendons la libération de la Palestine et l'autodétermination de tous les peuples opprimés. Sur tous les continents, de grandes mobilisations se poursuivent contre les régimes oppressifs en place. Notre réseau s'engage à soutenir toutes les luttes pour la défense des droits des travailleuses et travailleurs et les libertés démocratiques dans tous les pays.

Le mécanisme de la dette, interne et externe, nous appauvrit : leur dette n'est pas la nôtre ; nous n'avons pas à la payer ! Les politiques économiques et financières présentées comme incitant à une reprise de la demande semblent peu susceptibles d'assurer une réactivation économique forte et de longue durée. La multiplication des accords de « libre-échange » amène à une radicalisation des luttes sociales et écologiques et de la lutte entre salariat et système de domination. Nous maintenons notre engagement de construire et fortifier l'unité internationale des travailleuses et

travailleurs, pour lutter contre la criminalisation des mouvements sociaux, contre les plans de réajustement, les réformes et privatisations, contre toute forme d'oppression et d'exploitation.

Renforcer le syndicalisme pour rompre avec le capitalisme ! Le syndicalisme dont nous nous revendiquons ne saurait cautionner des pactes avec les pouvoirs en place pour valider des mesures antisociales. Le syndicalisme a la responsabilité d'organiser la résistance à l'échelle internationale, pour construire à travers les luttes, la nécessaire transformation sociale anticapitaliste. Nous voulons construire un système, d'où soit banni l'exploitation, fondé sur les biens communs, sur une redistribution égalitaire des richesses entre toutes celles et tous ceux qui la créent (c'est-à-dire les travailleuses et les travailleurs), sur les droits de ces dernier.es et sur un développement écologiquement soutenable.

L'indépendance du mouvement syndical qui se mobilise et lutte effectivement, constitue la question clé de cette période. En effet, l'enjeu est de briser la stratégie du système de domination du capitalisme globalisé qui tente d'imposer au salariat une régression historique, avec la disparition pure et simple de sa capacité autonome d'organisation, d'action et de positionnement ; au profit du syndicalisme d'encadrement, voire de la pure et simple disparition du mouvement ouvrier. Ceci, alors qu'une part de plus en plus importante de la population mondiale est prolétarisée et souvent avec des conditions sociales de plus en plus difficiles. Nous affirmons notre opposition au syndicalisme d'Etat et notre volonté de pluralisme et de démocratie syndicale. Ceci n'est nullement contradictoire avec la recherche de l'unité d'action syndicale, de l'unité ouvrière, de l'unité de toutes celles et tous qui sont exploité.es et/ou opprimé.es. Par contre, nous n'avons rien à faire avec celles et ceux qui se prétendent syndicalistes, alors qu'elles et ils cogèrent des fonds de pension et sont corrompu.es par la classe dirigeante ... Classe dirigeante qui, par ailleurs, a fait de la corruption le mode de fonctionnement habituel de toute une partie des responsables politiques.

Notre syndicalisme allie la défense des intérêts immédiats des travailleuses et travailleurs, et la volonté de changement social profond. Il ne se limite pas au champ revendicatif économique, il englobe des sujets comme le droit au logement, à la terre, l'égalité entre hommes et femmes, l'antiracisme, la lutte contre l'homophobie et la xénophobie, l'écologie, l'anticolonialisme, etc. Les intérêts que nous défendons sont ceux de la classe ouvrière (travailleuses et travailleurs en activité formelle ou informelle, en retraite, chômeuses et chômeurs, jeunes en formation). Ils s'articulent avec ceux des peuples de toutes les régions du monde. En cela, nous nous opposons frontalement au patronat, aux gouvernements et institutions qui sont à son service, et nous revendiquons notre autonomie vis-à-vis de toute organisation politique.

Des organisations syndicales internationales existent ; des réseaux syndicaux ont été créés sur des champs professionnels ou géographiques. D'une région du monde à l'autre, nos histoires syndicales, nos structurations syndicales, nos affiliations syndicales, sont différentes. Mais, nous partageons ce qui est essentiel : nous sommes déterminé.es à avancer dans la coordination du syndicalisme de lutte, au plan international. Nous voulons partager nos expériences, nous enrichir des résistances et acquis de toutes et tous, construire l'unité à travers les frontières, mettre en œuvre la solidarité internationale des travailleuses et travailleurs. Face à la crise qui frappe les populations

de tous les pays, et dont le capitalisme est responsable, il est nécessaire de coordonner et unifier nos luttes. Nous appelons les collectifs syndicaux à nous rejoindre pour construire cette unité d'action syndicale, nécessaire pour combattre les reculs sociaux, conquérir de nouveaux droits, et construire une société différente.

La construction et la consolidation du Réseau syndical international de solidarité et de luttes sont très importantes, dans un monde dans lequel l'économie est de plus en plus globalisée. Nous devons affronter ensemble les entreprises et une bourgeoisie qui, elles, internationalisent leurs affaires. Ceci exige le développement d'actions de solidarité active, d'actions et campagnes coordonnées au niveau mondial, que ce soit par catégories, secteurs, pays, continents. Il nous incombe d'impulser à travers chacune de ses luttes, une orientation anticapitaliste. Nous voulons renforcer, élargir, rendre plus efficace, un réseau du syndicalisme combatif, de luttes et démocratique, autonome, indépendant des patrons et des gouvernements, anticapitaliste, féministe, écologiste, internationaliste, construisant le changement par les luttes collectives, combattant toutes les formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie, etc...) Nous avons des objectifs concrets, des engagements communs. C'est ensemble que nous les définissons et que nous les mènerons à bien :

- Nous agissons, dans la durée, pour la solidarité internationale, et notamment contre toute répression antisyndicale.
- Notre combat se mène contre toutes les oppressions, notamment celles envers les femmes, les populations racisées (victimes de racisme), les migrant.es et les LGBTQI+ (Lesbiennes, Gays, Bisexuel.les, Transsexuel.les, Trans, Queers, Intersexes).
- Nous interviendrons de manière unitaire et coordonnée pour appuyer des luttes et des campagnes internationales, en réaffirmant le droit à l'autodétermination de tous les peuples.
- Nous renforçons et étendons le travail international mené dans les secteurs professionnels (transport ferroviaire, éducation, centres d'appels, industrie, commerce, santé, fonction publique, etc.) et sur des questions interprofessionnelles (droit des femmes, des personnes racisées, des LGBTQI+, migration, logement, écologie, santé et travail, etc.)
- Nous poursuivons le travail de réflexion et d'élaboration sur les questions de crise du système capitaliste et d'alternatives à celui-ci.
- Nous mettons, ensemble, les moyens matériels nécessaires à la réussite de nos projets communs : sites web, liste d'échanges par mail, coordination par secteurs professionnels, etc. Les organisations membres du Réseau feront connaître celui-ci via leur propres outils (liens sur les sites, articles dans les journaux, logos sur les tracts, diffusion des textes communs dans chaque organisation, etc.)
- Pour être plus efficace, nous organisons la coordination des organisations membres du Réseau à l'échelle des régions du monde : Amériques, Europe, Afrique...

Actions !

- La journée internationale de luttes des femmes du 8 mars est un moment important pour les combats féministes, et donc pour le syndicalisme : le Réseau syndical international de solidarité et de luttes soutient les mobilisations et les grèves des femmes qui ont lieu ce jour-là partout dans le monde.

- Les organisations du Réseau syndical international de solidarité et de luttes prendront les initiatives nécessaires pour que le 1er mai soit une journée de lutte syndicale internationale.
- La lutte du peuple palestinien est le symbole de multiples résistances. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes participera activement aux initiatives qui seront prises le 15 mai de chaque année, pour l'anniversaire de la Nakba. Nous continuons à soutenir la campagne Boycott, Désinvestissement, Sanctions.
- Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, au-delà des multiples actions que nous menons dans chaque pays, appelle à participer à la journée internationale de solidarité avec les migrant.es, qui est organisée chaque année.
- L'action syndicale contre les multinationales est primordiale. Nos coordinations sectorielles sont un outil pour cela. Mais nous devons aussi faire le lien avec les mouvements sociaux qui agissent sur ce plan. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes participe aux campagnes communes qui s'inscrivent dans notre conception du syndicalisme.
- Face à l'usurpation et la spoliation des biens publics essentiels pour la vie par le capitalisme, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes veut réaliser une campagne pour la réappropriation de ces biens, en mettant en avant leur autogestion par les travailleuses et travailleurs ainsi que celles et ceux qui en ont usage. De même, nous voulons renforcer et soutenir les expériences collectives d'alternatives au capitalisme, pour les protéger des attaques du capital, mieux les faire connaître et les étendre à d'autres territoires.

Christian Mahieux

[Union syndicale Solidaires \(France\)](#), [Revue *Les utopiques* \(France\)](#)

[Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#)

[Association Autogestion \(France\)](#)